

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Band: 24 (2012)
Heft: 94

Artikel: L'excuse de l'incertitude ; Filtre cognitif
Autor: Knutti, Reto / Bernauer, Thomas
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-970903>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le climat change, mais pas les hommes. Pourquoi ne tenons-nous pas compte de ce que nous savons ? Une meilleure communication des résultats scientifiques pourrait-elle pousser les politiciens et la population à agir ?

L'excuse de l'incertitude

Par Reto Knutti

Dans un monde idéal, on s'attendrait à ce qu'avant de prendre des décisions, les politiciens aillent trouver des experts pour leur demander conseil, et qu'ils agissent ensuite en se basant sur les solutions proposées par ces derniers. Malheureusement, le monde n'est pas idéal. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des problèmes environnementaux difficiles à résoudre. Eau, climat, nourriture, ressources naturelles : les questions sont complexes, les conflits d'intérêts énormes et les incertitudes importantes. Une solution complète pour relever ces défis n'est souvent pas immédiatement visible, ni réalisable dans la pratique. Il nous faut observer, analyser, prendre des décisions, agir et, sur la base des succès et des échecs, prendre de nouvelles décisions et agir encore.

En Suisse, nous avons considérablement amélioré la qualité de l'air et de l'eau, et adopté des mesures



Reto Knutti

pour protéger certaines espèces. Souvent, ce ne sont pas les modèles théoriques ou le conseil d'un sage qui ont convaincu les gens, mais les changements négatifs qu'ils observaient. Lorsque l'air et l'eau sont de mauvaise qualité, cela nous concerne tous. Si nous avons agi, c'est parce que nous pouvions obtenir un bénéfice immédiat.

En ce qui concerne le changement climatique, cela fait plusieurs décennies que la science nous met en garde contre les conséquences négatives de notre soif d'énergie fossile. Des mesures et des modèles informatiques toujours plus précis montrent l'influence de l'être humain et illustrent les changements à venir. Bien entendu, les incertitudes concernent les répercussions locales sur les écosystèmes, le tourisme et l'agriculture restent considérables. Mais pourquoi investissons-nous autant dans la recherche si nous ne sommes pas prêts à prendre ses résultats au sérieux ? Le politique et la population ignorent-ils nos mises en garde parce qu'à force de calculs de risque et d'incertitudes, nous embrouillons encore plus notre public cible au lieu de le convaincre ?

Voilà vingt ans, les participants au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro se sont engagés à résoudre le problème du climat. Depuis, on a beaucoup discuté et peu agi. Les incertitudes des prévisions inhérentes à

toute assertion scientifique ont été utilisées abusivement comme arguments pour ne rien faire. Ceux qui concluent à des discordances scientifiques à partir des incertitudes des modèles climatiques ne comprennent pas l'essence de la science. Les déclarations péremptives ne sont pas scientifiques. Elles font partie de l'arsenal des idéologues et des démagogues. Plutôt qu'inciter à attendre, les incertitudes importantes doivent au contraire constituer une raison de prendre encore davantage les devants.

La recherche sur le climat est appelée à améliorer sa communication en disant clairement : l'incertitude des données est là, comme dans toute science empirique, mais le diagnostic fondamental de l'existence d'un réchauffement climatique est indiscutable. Ceux qui exigent des scientifiques qu'ils nient les incertitudes au profit d'assertions simples leur demandent de contrevenir à la démarche scientifique. S'il est souhaitable que la science envoie des signaux plus clairs, le politique et le public doivent aussi être prêts à écouter et à faire la différence entre arguments scientifiques et propagande non scientifique. ■

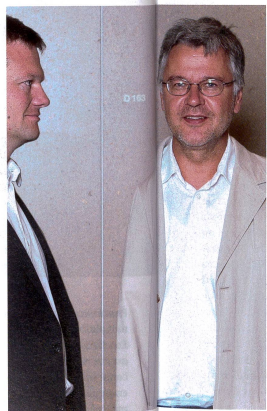
Reto Knutti est climatologue à l'EPFL.

Filtre cognitif

Par Thomas Bernauer

Les études sociologiques font apparaître que davantage de recherche et une meilleure communication des résultats n'entraînent pas automatiquement dans le public une perception plus correcte des risques environnementaux, ni une meilleure protection de l'environnement. Dans le cas de l'amincissement de la couche d'ozone, de nouvelles preuves scientifiques ont permis de procéder rapidement à une analyse claire des risques. Cette dernière a fait l'objet d'une large approbation populaire et a débouché sur une solution globale efficace. Cet exemple correspond au monde idéal de la plupart des chercheurs en sciences de l'environnement.

Le contre-exemple : dans le cas du génie génétique végétal, les Etats européens, surtout, ont interprété le principe de précaution de façon très large, sur la base de risques empiriques pratiquement non démontrés. En Europe, les directives sévères qui ont suivi ont presque banni le génie génétique végétal de l'agriculture. Si nous appliquions à la protection du climat les



mêmes standards, en termes de principe de précaution et de gestion de l'incertitude scientifique, nous devrions immédiatement interdire l'utilisation de combustibles fossiles.

Ces exemples montrent que la perception du risque et la volonté d'agir qui l'accompagne ne reposent pas fondamentalement sur un diagnostic scientifique. La conception du monde individuelle représente un important filtre cognitif qui adapte les nouvelles informations au système de valeurs de chacun. Si une personne pense de manière très individualiste, et considère par principe les interventions de l'Etat comme négatives, elle aura tendance à estimer que les risques environnementaux sont faibles ou à les ignorer, même si elle bénéficie d'un bon niveau de formation et comprend les assertions de la science. Ce comportement peut être qualifié de rationnel. L'adaptation de nouvelles informations à son système de valeurs protège l'individu de l'isolement par rapport à son réseau social, le plus souvent composé de personnes qui partagent les mêmes idées. Une certaine expertise et des compétences analytiques ne sont pas forcément associées à une perception non déformée des risques ou à un soutien plus marqué à la politique environnementale. Bien entendu, il est encore possible d'améliorer la communication s'agissant des risques

environnementaux, des incertitudes quant à leur ampleur et des solutions possibles. Mais même les meilleurs « spin doctors » de l'écologie ne peuvent pas faire simplement sauter les systèmes de valeurs individuels. Idem pour la dure réalité des coûts et des bénéfices. Il est relativement facile d'interdire le génie génétique végétal, même si la plupart des scientifiques spécialisés n'y voient aucun risque substantiel. Car les coûts immédiats engendrés sont relativement faibles. A l'inverse, ceux que nécessiterait la transformation complète d'une économie énergétique fondée sur les ressources fossiles seraient dramatiquement plus élevés et auraient un impact immédiat sur chaque ménage. Pour susciter une forte adhésion publique et une action individuelle, il faudrait que le changement climatique nous affecte sensiblement aujourd'hui déjà, au quotidien.

Dans tous les cas, les sciences naturelles doivent améliorer leur communication des faits et des incertitudes, notamment pour contrer de fausses informations propagées par des représentants d'intérêts économiques ou par ceux qui nient l'existence du réchauffement climatique pour des motifs idéologiques. ■

Thomas Bernauer est politologue à l'EPFL et président de la division programmes du Conseil de la recherche du SNS.